



**ETUDE SUR LES DYNAMISMES ET LES CAPACITES DE
GESTION DE CONFLIT A L'OUEST DE LA COTE D'IVOIRE**



PEACEBUILDING FUND

Peacebuilding Recovery Facility (PRF)

ETUDE SUR LES DYNAMISUES ET LES CAPACITES DE GESTION DE CONFLIT A L'OUEST DE LA COTE D'IVOIRE

(for PRF-funded projects)

Recipient UN Organization(s)

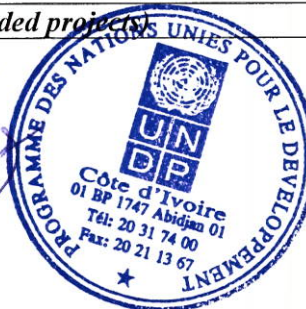
Replace with: **André Carvalho**

Country Director

Name of Agency: **UNDP**

Signature

Date & Seal



Name of Senior UN Representative: **Ndolambé**

Ngokwey

Signature

Title: **UN Resident Coordinator**

Date & Seal



9/5/12

Representative of National Authorities

Replace with:

Name of Government Counterpart: **Dr Albert Mabri**

Toikeuse

Signature

Title: **Minister of State Minister of Planning and Development**

Date & Seal



2/12



Titre de projet: <u>Etude sur les dynamiques et les capacités de gestion de conflit à l'Ouest de la Côte d'Ivoire</u>	Recipient UN Organization: UNDP
Project Contact: Ndolamb Ngokwey, RR/RC/DSRSG Adresse: 01 BP 1747 Abidjan 01 Téléphone: +225-20211367 E-mail: ndolamb.ngokwey@one.un.org Aissata De : Directeur Pays Adjoint Programme Téléphone : +225 20317400 Email : aissata.de@undp.org	Partenaires de mise en œuvre : Ministère d'Etat, Ministère de l'emploi et de la solidarité nationale, Ministère d'Etat Ministère du Plan et du Développement et autres Ministères, Agences du Système des Nations Unies et autres partenaires travaillant dans le domaine, ONGs spécialisés dans ce domaine (Interpeace, SFCG, etc..)
Project Number: To be completed by UNDP MDTF Office	Project Location: Côte d'Ivoire, Montagnes, Moyen Cavally et Haut Sassandra
Description de projet: Le processus de transition en cours en Côte d'Ivoire, nécessite la mise en place d'un cadre stratégique de prévention et de résolution des conflits, basé sur une compréhension commune des facteurs immédiats et des causes structurelles des conflits. S'inscrivant dans cette perspective, le présent projet a pour objectif général de produire un document de référence pour le système des Nations Unies et les partenaires au développement dans le but d'informer les politiques et les stratégies de consolidation de la paix, en aidant à comprendre les risques, les facteurs et mécanismes qui perpétuent la crise à l'Ouest de la Côte d'Ivoire, et à les surmonter à travers la formulation et la mise en œuvre d'une série de réponses cohérentes et intégrées en matière de prévention et de gestion des conflits à différents niveaux.	Coût total du Projet: 100,000 \$ Peacebuilding Fund: 100,000 \$ Contribution du Gouvernement: - Autre: - Total: 100,000 \$
	Date de démarrage et durée: mai 2011, 10 semaines



Gender Marker Score: 2

Domaine(s) de Priorité et Résultats du FCP:

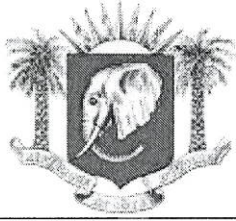
Domaine de Priorité 2: Promouvoir la coexistence et la résolution pacifiques des conflits

Effet 2.5 : Les capacités de réconciliation nationale et de cohésion sociale incluant les mécanismes locaux de résolution des conflits sont renforcées et efficaces.

L'objectif spécifique est de développer une étude diagnostique et cartographiée des conflits à l'Ouest de la Côte d'Ivoire en engageant les différents groupes communautaires qui composent cette région dans une réflexion pour identifier : a) les facteurs de division et de cohésion structurels et conjoncturels entre les groupes ; b) les principales parties prenantes du conflit et /ou de cohésion ; c) les forces et les faiblesses des mécanismes existants de prévention et de gestion de conflit. Ce projet contribuera essentiellement à trois **effets**: 1) Appropriation et engagement par les communautés dans la réflexion sur les acteurs du conflit, les facteurs de division/ cohésion; et des moyens de les aborder, les réduire et renforcer les mécanismes de cohésion en vue de la mise en place et la pérennisation d'une architecture locale de paix prévue par le plan prioritaire du FCP; 2) L'étude informe les politiques et stratégies formulées par les autorités, les agences du SNU et autres organisations en matière de consolidation de la paix à l'Ouest du pays en préparation des activités prévues par le plan prioritaire ; 3) Les rencontres entre les groupes créent un climat de dialogue et une dynamique favorables aux activités de réconciliation et de cohésion sociale, comme prévu par le plan prioritaire..

Résultats : 1) Au moins 150 leaders communautaires sont engagés dans un processus collectif de réflexion sur l'identification des facteurs de division/ cohésion et sur comment les aborder/renforcer ; 2) Une cartographie et un diagnostic des facteurs de division et de cohésion sociale dans l'Ouest du pays sont établis à travers des mécanismes participatifs ; 3) Un état des lieux des mécanismes de gestion et de prévention des conflits est établi.

Activités Clés : Collecte et consultation des données secondaires existants sur les conflits et cohésion sociale en Côte d'Ivoire; Formation des consultants ; 20 interviews préparatoires ; 2 séries de 10 focus groups d'identification et de restitution sur les acteurs, facteurs de division/cohésion, sujets de conflits, capacités existantes de résolution de conflit ; analyse des données ; rédaction d'un rapport.



SECTION 1: Analyse de la situation

Les crises à répétition qu'a connues la Côte d'Ivoire cette dernière décennie et surtout celle survenue au lendemain des élections de décembre 2010 ont profondément affecté les rapports communautaires et engendré des traumatismes importants au sein des populations. Ces nouvelles tensions ont conduit à une déstructuration des institutions communautaires et traditionnelles, et entraîné une crise de confiance entre les différents groupes dont les rapports étaient déjà fragilisés par des tensions anciennes, conflits agriculteurs et éleveurs au Nord, conflits fonciers à l'Ouest et au Sud-ouest entre autochtones, et « allogènes & allochtones », conflits liés à l'exploitation des zones de pêche dans les zones centre et autres régions du pays.

De manière particulière, la région de l'Ouest (Montagnes, Moyen Cavally et Haut Sassandra) a été la plus gravement touchée par la crise dont les séquelles sont encore vivaces malgré les efforts déployés dès la fin de la crise postélectorale par les autorités ivoiriennes pour renforcer la cohésion sociale. En effet, l'Ouest du pays a occupé une place singulière dans la crise ivoirienne. Il s'agit d'une région fertile et riche en exploitations agricoles et dont une bonne partie constitue la réserve forestière du pays. La région a attiré de nombreuses populations dites « allogènes » venues du nord, et étrangères « allochtones », venues de la sous-région ouest-africaine, qui ont eu accès à des terres que leur ont donné les autochtones, moyennant divers arrangements. La volonté de ces derniers de récupérer ces terres à partir du début des années 2000 suivant le principe que la terre appartient d'abord à celui qui en est issu, a provoqué des relations tendues entre les communautés et donné lieu aux conflits communément appelés « conflits fonciers ». Le projet de loi sur le foncier et sa non-adoption -a davantage rendu la situation plus complexe. A ces problèmes d'accès au foncier rural sont venues s'ajouter des questions d'intégration sociale et de cohabitation entre divers groupes sociaux vivant dans les mêmes espaces géographiques. Au fil du temps, différents facteurs socioculturels, économiques et politiques, ont nourri les tensions inter-communautaires. Les antagonismes ainsi exacerbés entre autochtones, allochtones et allogènes, ont mis à mal la co-existence et continuent à fragiliser la cohésion sociale.

Pendant la crise post-électorale, le conflit dans l'Ouest du pays a évolué en violences communautaires du fait de l'instrumentalisation de la fibre ethnique et/ou politique de la part des protagonistes politiques avec comme résultat les pires massacres qu'ait connu le pays. A cela se sont ajoutés d'autres facteurs comme la question des *dozos*³ dont le nombre a connu une forte croissance pendant la crise post-électorale, en grande partie du fait d'éléments criminels et illégitimes non reconnus par la confrérie, ainsi que la forte implication de milices/mercenaires libériens venus se battre en Côte d'Ivoire⁴. La généralisation et les stéréotypes qui résultent de ces alignements durant la crise ont aggravé les tensions sociales, la suspicion des deux côtés donnant une nouvelle dimension au conflit qui va au-delà des problèmes fonciers.

Sur le plan opérationnel, les questions des nombreuses familles démembrées, des pertes de logement, des blessures et traumatismes consécutives aux violations des droits de l'homme, des déplacements massifs de populations, la destruction de l'outil de production et des violences sexuelles multiplient les défis de la réconciliation.⁵ Le résultat est une constellation de conflits complexe avec des aspects

3 Une confrérie de chasseurs venue du Nord et considérée comme des supplétifs des FRCI pendant la crise.

4 Voir rapports de Faiza Patel (présidente du groupe de travail de l'ONU sur les mercenaires) et de Nawaf Salam (président du panel d'experts sur le Libéria)

5 Rapport d'évaluation rapide des besoins du Cluster Relèvement et Cohésion Sociale du PNUD, juillet 2011.



multiplés qui vont au-delà du conflit foncier d'antan. En même temps, il existe des structures dédiées à la résolution de conflits ainsi que des facteurs qui contribuent à la résilience des communautés et susceptibles de contribuer positivement à la cohabitation pacifique entre les communautés si elles sont renforcées de manière à répondre aux besoins de la population. Le mécanisme le plus connu est celui des Comités de Paix, et Comités de Veille et de Sensibilisation (CVS)⁶ dont l'efficacité pendant la crise reste mitigée, de l'avis de certains observateurs et analystes.⁷ Pour être efficace, toute stratégie de consolidation de la paix dans cette région va devoir correspondre aux défis soulevés par la population, aux idées et solutions que les différents groupes qui cohabitent sur les terres et espaces proposent au sujet de leur propre réconciliation et cohésion sociale.

La participation inclusive de tous les acteurs dans la conduite de cet exercice d'analyse est une démarche impérative. Les parties prenantes à l'exercice devront comprendre entre autres, les représentants (leaders) des différentes communautés autochtones, allochtones et allogènes, les autorités traditionnelles, coutumières et religieuses, les personnes déplacées, réfugiées dans la région, les groupes de femmes et des jeunes, les organisations de la société civile actives dans la région, les radio-communautaires, les cadres et autorités ressortissants de la région, etc., afin de dégager des conclusions qui reflètent véritablement les réalités vécues par la population et qui proposent des voies de solution sur la base des perceptions et aspirations réelles des populations concernées.

SECTION 2: Partie Narrative : Justification du Projet

L'objectif général du projet est de développer une étude diagnostique et cartographique des conflits à l'Ouest de la Côte d'Ivoire en engageant les différents groupes de la société de cette région dans une réflexion pour identifier les acteurs principaux des conflits, les facteurs de division et de cohésion entre eux ainsi que les forces et les faiblesses des mécanismes existants en matière de prévention et gestion de conflit.

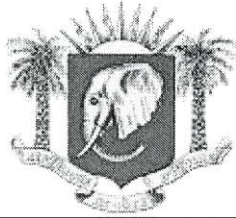
Le projet s'inscrit ainsi dans le cadre du domaine prioritaire 4 du Plan Prioritaire du Fond de Consolidation de la Paix des Nations Unies en Côte d'Ivoire, à savoir la facilitation de la réconciliation et de la cohésion sociale et la réduction du nombre de conflits liés à l'accès à la terre. Dans ce contexte, il constituera une contribution à l'effet 2.5⁸ du FCP, en proposant une étude de référence (*'baseline study'*) qualitative pour informer les approches programmatiques de l'ONU, ses agences et toute organisation/institution intéressée par le renforcement de la cohésion sociale et la réduction des conflits dans l'Ouest du pays. Plus précisément, pareille démarche de recherche participative permettra d'actualiser de manière inclusive l'état de lieux du conflit et de la situation dans l'Ouest du pays, notamment en:

- évaluant les facteurs de division et de cohésion sociale ;
- mettant en exergue les capacités institutionnelles de gestion des conflits au niveau local, régional et national ainsi que les besoins de renforcement des capacités des acteurs ;

⁶ Certains sont l'émanation des structures de paix et de réconciliation mises en place après la crise de 2002. Ces comités sont constitués pour la grande partie d'entre elles, de représentants des communautés, des forces politiques et des autorités administratives et religieuses vivant dans la localité.

⁷ Une étude commanditée par le Fonds de Consolidation de la Paix sur les Comités de Paix est actuellement en cours et informera l'étude proposée.

⁸ Effet No. 2.5 du FCP : « Les capacités de réconciliation nationale et de cohésion sociale incluant les mécanismes locaux de résolution des conflits sont renforcées et efficaces »



- répertoriant des programmes, initiatives et activités de réduction de conflit, promotion de la cohésion sociale et de réconciliation entreprise par les organisations nationales et internationales.
- élaborant une analyse diagnostique et une cartographie générale des types de conflit, des mécanismes et efforts entrepris, ainsi que des acteurs à l'Ouest du pays.

L'appropriation, la prise en charge et la coordination nationale et régionale (dans la région de l'Ouest notamment) des interventions en matière de réconciliation et de cohésion sociale sont importantes pour que les efforts en faveur de la paix soient guidés par une analyse approfondie des conflits dans la stratégie nationale de développement. Le processus et la méthodologie inclusifs proposés, qui associent toutes les parties prenantes ainsi que les mécanismes de prévention et gestion de conflit, assurera une appropriation maximale par les acteurs nationaux et locaux.

De par sa nature participative, le projet vise ainsi à engager les populations à l'analyse de leurs vécu et perceptions et de les appuyer dans une réflexion sur les efforts nécessaires pour réussir le pari de la promotion d'une coexistence pacifique et de la résolution non violente des conflits dans l'Ouest de la Côte d'Ivoire.

Depuis la fin du conflit politique en avril 2011, plusieurs initiatives ont été prises aussi bien dans la région de l'Ouest que sur le plan national par divers partenaires et acteurs. Parmi les initiatives étatiques peuvent être cités le renforcement des forces de l'ordre, la mise en place de la Commission Dialogue, Vérité et Réconciliation (CDVR) partie prenante du processus de réconciliation nationale, et le développement d'une politique de cohésion sociale qui sont en cours. De plus, un accent devra être mis sur les efforts importants déployés par les Nations Unies pour appuyer la restauration de l'autorité de l'Etat ainsi que la sécurité. Dans ce contexte, diverses activités du programme d'appui au renforcement de la cohésion sociale comme la formation des chefs traditionnels en résolution de conflits, le renforcement des radios communautaires, et des comités de paix, ainsi que des exercices de dialogue sont planifiés et en partie déjà en cours. Dans ce cadre, le projet d'étude de la situation dans la région de l'Ouest apportera sa contribution, en répertoriant et en capitalisant les initiatives en cours et en faisant des recommandations ayant pour finalité le renforcement de la cohésion sociale. En particulier, l'étude servira de base au Fonds de Consolidation de la Paix pour le développement d'un programme en appui aux activités de consolidation de la paix.

En effet, la recherche de la paix nécessite une approche globale, concertée et déterminée qui cherche à traiter les causes profondes des conflits, y compris leurs dimensions économiques, culturelles et sociales. C'est dans cette perspective que cette étude dans la région de l'Ouest aura un rôle catalyseur pour les autres initiatives car cette région est considérée, par les partenaires de la Côte d'Ivoire, comme une zone de concentration en termes d'effort de réconciliation, de cohésion sociale et de relèvement économique des communautés à la base, pour donner un soutien solide au processus de reconstruction. En tant qu'initiative préalable à d'autres interventions planifiées par le CFP dans le domaine de la prévention, de la réduction et de la gestion des conflits, il est urgent de lancer l'exercice d'analyse afin de pouvoir procéder dans les meilleurs délais à la mise en œuvre des activités planifiées.

Les ressources qui seront allouées dans le cadre de ce projet offrent à terme une opportunité pour le pays de renforcer et d'institutionnaliser les capacités du gouvernement ivoirien et des communautés à la base dans le domaine de la consolidation de la paix, en utilisant les résultats de l'analyse des conflits



et en créant des repères méthodologiques qui guideront la conception et la mise en œuvre des programmes dans ce domaine.

SECTION 3: Méthodologie et cadre logique

La durabilité de ce projet sera assurée à plusieurs niveaux. Tout d'abord, l'idée même du projet (voir cadre logique) est que les recommandations proposées soutiendront et orienteront la programmation et les initiatives de suivi par les Nations Unies, le gouvernement et la société civile. Un financement du fonds de consolidation de la paix a été réservé dans cette perspective et sera affecté une fois les résultats de la recherche disponibles. Ensuite, étant donné la compréhension générale par la communauté internationale de l'importance de l'Ouest dans la stabilité de la Côte d'Ivoire toute entière, les informations issues de cette étude contribueront à déterminer l'allocation de fonds considérables qui seront affectés aux activités dans cette partie du pays dans les mois et années à venir. Enfin, le projet ayant comme objectif d'engager les participants dans une réflexion analytique collective de la situation et des solutions possibles, vise l'enclenchement d'un début d'une dynamique de dialogue qui conduira à un changement d'attitude à une échelle locale, mais qui s'inscrit dans le long terme et qui servira de base pour des projets de suivi.

Méthodologie

La méthodologie offre un cadre de recherche collective dans lequel les différents acteurs de la société contribuent à une réflexion sur les obstacles à une paix durable et sur les solutions à apporter en partant de leurs connaissances de la situation. De leur côté, les chercheurs facilitent les débats et canalisent les idées de manière à ce que le processus soit itératif et constructif. Cette méthodologie permet ainsi de créer un espace de dialogue neutre dans lequel les acteurs ivoiriens peuvent dégager les défis post-conflit auxquels le pays, et notamment leur région, est confronté. Le choix des participants-clés se fera sur la base du respect dont ils bénéficient au sein des groupes auxquels ils appartiennent et de leur capacité influencer positivement le comportement des groupes communautaires. Les critères de crédibilité, d'influence positive (exemple leaders religieux), de capacité et de représentativité seront cruciaux. Dans le contexte de cette étude, l'emphase sera mise sur l'analyse de la situation actuelle et des recommandations sur les voies de solutions à adopter. Un processus de dialogue pour travailler en profondeur sur les attitudes et les relations entre les acteurs pourrait être envisagé comme projet de suivi dans une phase ultérieure. Un tel projet nécessiterait plus de temps, et demanderait l'implication de plus de participants et de ressources.

Les diverses opinions recueillies seront analysées et mises en rapport avec la complexité des problématiques sociologiques, politiques et ethniques. Pour y parvenir, 10 focus groupes composés d'environ 15-20 personnes seront constitués. Afin de s'assurer que le plus grand nombre possible de personnes clés pourra participer, des entretiens seront organisés avec ceux qui ne sont pas disponibles pour participer aux focus groupes, mais dont l'absence dans le processus pourrait biaiser les résultats. Les questions posées dans les focus groupes et entretiens seront très large de manière à identifier les obstacles à la paix durable, et en évitant de suggérer une réponse attendue afin de susciter la spontanéité et une large participation sur tous les aspects potentiellement conflictuels (de nature communautaire ou autre). Afin de donner l'importance appropriée aux voix des femmes, qui sont reconnues comme des agents catalyseurs de paix souvent négligés, une participation d'au moins 30% est prévue. En outre, un focus groupe composé uniquement de femmes sera constitué afin de s'assurer que les femmes s'expriment librement. Une représentativité des jeunes d'au moins 20% sera aussi assurée.

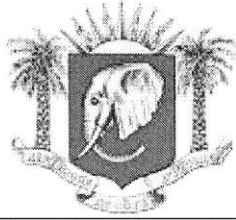


Les données empiriques recueillies auprès de la population seront complétées et enrichies, d'une part, par les chercheurs disposant d'une expertise reconnue dans les différentes thématiques abordées, et d'autre part, par une recherche théorique et documentaire susceptibles d'apporter un éclairage supplémentaire et d'enrichir la compréhension de ces enjeux. Après l'analyse par l'équipe, des séances de restitution seront organisées avec toutes les parties prenantes afin de vérifier que les données recueillies et analysées reflètent bien les discussions et pour les enrichir par d'éventuels commentaires additionnels des participants. Ces séances répétées permettront de débiter un dialogue franc qui aura comme résultat l'émergence de nouveaux liens de confiance entre les participants et de contribuer à la cohésion et conscience sociales. Enfin, l'étude et ses recommandations seront présentées aux agences du SNU ainsi qu'aux partenaires et autorités intéressés.

Partie 1-Le Niveau stratégique

Objectifs	Indicateurs, cibles mesurables	Moyen de vérification	Hypothèses
<p>Domaine 4 (plan prioritaire), Faciliter la réconciliation et la cohésion sociale et réduire le nombre de conflits liés à l'accès à la terre</p> <p>Effet 2 (plan prioritaire) ; Les capacités de réconciliation nationale et de cohésion sociale incluant les mécanismes locaux de résolution des conflits sont renforcées et efficaces</p> <p>Objectif spécifique: Développer une étude diagnostique et cartographiée des conflits à l'Ouest de la Côte d'Ivoire en engageant les différents groupes de la société de cette région dans une réflexion pour identifier les facteurs de division et de cohésion entre les groupes, les acteurs principaux des conflits, les forces et les faiblesses des mécanismes existants en matière de prévention et de gestion de conflits.</p>	<p>Nombre de programmes/projets sectoriels de réconciliation, résolution et prévention des conflits reposant sur les conclusions et recommandations de l'étude</p> <p>Nombre de participants</p> <p>Nombre de recommandations</p> <p>Niveau d'inclusion</p> <p>Pertinence des résultats</p> <p>L'appropriation de l'étude par les structures communautaires existantes ;</p>	<p>Rapport</p> <p>Documents de projet/programmes qui font référence au rapport</p> <p>Listes de présence</p> <p>Interviews lors de la restitution</p> <p>Niveau de participation des parties prenantes ;</p> <p>Niveau de disponibilité et d'engagement des différents groupes communautaires</p>	<p>Situation de sécurité permet la mise en œuvre du travail de terrain.</p> <p>Les communautés sont disposées de participer et participent activement dans une réflexion collective sur leurs divisions et cohésion internes.</p>

Effets FCP	Indicateurs	Moyens de vérifications	Hypothèses
<p>Effet 1 : Appropriation et engagement par les communautés dans la réflexion sur les acteurs du conflit, les facteurs de division/ cohésion; et des moyens de les aborder/ renforcer en vue de la mise en place et pérennisation d'une structure locale de paix prévu par le plan prioritaire.</p>	<p>Niveau d'inclusion de tous les groupes</p> <p>Nombre de participants dans le focus groups/ interviews</p> <p>Niveau d'engagement des participants</p>	<p>Rapport final</p> <p>Minutes de réunions</p> <p>Listes de présence</p> <p>Entretiens et des évaluations participants</p>	<p>Disponibilité des communautés à participer</p> <p>Libertés de mouvement et d'expression assurées</p> <p>Situation de sécurité permet d'accéder aux</p>



Effets FCP	Indicateurs	Moyens de vérifications	Hypothèses
			communautés
Effet 2 : L'étude informe la programmation formulée par les autorités, agences du SNU et autres organisations sur la consolidation de la paix à l'Ouest du pays en préparation des activités prévues par le plan prioritaire.	<p>Nombre de références sur rapport dans les futurs documents de projet</p> <p>Mention du projet par les média</p> <p>Nombre de recommandations</p>	<p>Rapport final</p> <p>Documents de projet futurs du SNU, des autorités et d'autres organisations</p> <p>Presse écrite/ audio-visuelle</p> <p>Entretiens avec les responsables de programmation du SNU, autorités, autres organisations</p>	<p>Intérêt des autorités et agences des SNU dans l'étude et ses recommandations.</p> <p>Volonté et capacité des agences des SNU d'adopter et intégrer les recommandations</p>
Effet 3 : Les rencontres entre les groupes créent un climat de dialogue en vue des activités de dialogue prévu par le plan prioritaire.	<p>Niveau d'écoute et de respect dans les focus groups</p> <p>Nombre de recommandations de collaboration entre les groupes</p>	<p>Minutes de réunion</p> <p>Anecdotes cités lors de la restitution</p> <p>Entretiens et évaluation des participants</p>	<p>Disponibilité des participants à s'engager dans le processus</p> <p>Situation de sécurité permettant un rapprochement entre groupes sociaux</p>

Résultats	Indicateurs	Moyens de vérifications	Hypothèses
Résultat 1 : Au moins 150 représentants communautaires (Leadeurs) actifs sont engagés dans un processus collectif de réflexion sur l'identification des divisions/connections et sur comment les aborder/renforcer	<p>Nombre de personnes engagés</p> <p>Nombre de recommandations sur la programmation</p> <p>Nombres de réunions organisés</p>	<p>Minutes de réunion</p> <p>Listes de présence</p>	<p>Risques de sécurité</p> <p>Manque d'intérêt/ disponibilité des participants</p> <p>Obstruction par les autorités et autres acteurs</p> <p>Participants ne sont pas encore prêts à se réunir pour parler de réconciliation</p>
Résultat 2 : Une cartographie des facteurs de division et de cohésion sociale dans l'Ouest du pays est établie à travers une approche participative et inclusive.	<p>Nombre et pertinence de facteurs de division/ cohésion identifiés et leur visualisation dans l'espace</p> <p>Consensus sur leur caractérisation (qualification)</p> <p>Nombre de réunions et</p>	<p>Rapport final</p> <p>Minutes de réunion</p> <p>Listes de présence</p>	<p>Risques de sécurité</p> <p>Manque d'intérêt/ disponibilité des participants</p> <p>Obstruction par les autorités et autres acteurs</p>



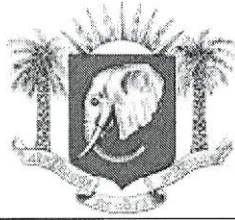
Résultats	Indicateurs	Moyens de vérifications	Hypothèses
	interviews menés		
Résultat 3 : Un état de lieux diagnostic et des recommandations au sujet du renforcement des mécanismes de gestion de conflits est établi à travers des mécanismes participatifs.	Nombre et pertinence de forces et faiblesses identifiés Consensus entre les différents groupes	Rapport final Minutes de réunion montrant le consensus	Risques de sécurité Manque d'intérêt/ disponibilité des participants Obstruction par les autorités ou autres acteurs
Résultat 4 : Des recommandations pertinentes et programmatiques pour aborder les facteurs de division et renforcer les facteurs de cohésion sont proposés.	Nombre, acceptabilité et pertinence des recommandations telles que perçues et exprimé par les parties prenantes à l'exercice et les partenaires, y compris le gouvernement et les agences du SNU	Référence au rapport dans les documents de politique, de stratégie, de programme et de projet des agences et partenaires au développement.	Risques de sécurité Manque d'intérêt/ disponibilité des participants Obstruction par les autorités ou autres acteurs

Partie 2: Niveau de mise en œuvre

Principales activités	Intrants	Estimation (USD)	Personnes responsables
Formation de l'équipe sur la recherche participative et inclusive et l'élaboration d'un plan logistique détaillé	Chercheurs Assistant de programme Formateur/ Expert en recherche participative Chargé de programme régional (20%)	Total : USD 7 015,94	ONG contractée
Recherche et revue des rapports et analyses existantes dans la région Ouest du pays	Chercheurs Assistant de programme Rapports existants	Total : USD 8 527	ONG contractée
Conduite de 20 interviews préparatoires avec représentants de ministères, organisations et agences des NU pertinents	Chercheurs Assistant de programme Formateur/ Expert en recherche participative Chargé de programme régional (20%)	Total : USD 9 132	ONG contractée
Conduite de 10 focus groups à l'Ouest du pays	Chercheurs Assistant de programme Transport et logement pour l'équipe Transport des participants Nourriture pour participants	Total : USD 23 553	ONG contractée
Élaboration d'une analyse préliminaire sur la base des focus groups	Chercheurs Assistant de programme Formateur/ Expert en recherche	Total : USD 5 327	ONG contractée



Principales activités	Intrants	Estimation (USD)	Personnes responsables
	participative Chargé de programme régional (20%)		
Restitution des résultats avec les 10 focus groups	Chercheurs Assistant de programme Transport et logement pour l'équipe Transport des participants Nourriture pour participants	Total : USD 20 260	ONG contractée
Rédaction du rapport final	Chercheurs Assistant de programme Formateur/ Expert en recherche participative Chargé de programme régional (20%)	Total : USD 11 725	ONG contractée
Présentation du rapport final	Chercheurs Service d'impression/ multiplication de DVD Salle Boissons Equipement technique Chercheurs Formateur/ Expert en recherche participative Chargé de programme régional (20%)	Total : USD 7 918	ONG contractée



SECTION 4: Budget⁹

PBF PROJECT BUDGET	
Categories	Amount(USD)
1. Supplies, commodities, equipment and transport	
2. Personnel (staff, consultants and travel)	
3. Training of counterparts	
4. Contracts	93 457,94
5. Other direct costs	
Sub-Total Project Costs	93 457,94
Indirect Support Costs	6542,06
TOTAL	100,000

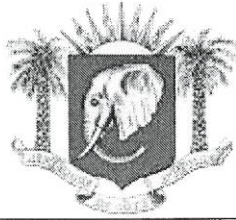
SECTION 5: Mécanismes et arrangements de coordination et de gestion

Dans la mise en œuvre de ce projet, le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), qui tient le rôle d'agence récipiendaire et d'agence d'exécution pour le compte du FCP, travaillera en partenariat avec Partenaire d'exécution qui assumera le rôle de partenaire de mise en œuvre et qui bénéficie de plus de 15 ans d'expérience dans le domaine de la consolidation de la paix et de la recherche participative en Afrique de l'Ouest. Le partenaire d'exécution devra pouvoir appuyer ses partenaires locaux dans la mise en œuvre de processus de dialogue et de recherches participatifs dans l'objectif de renforcer la cohésion sociale et de réduire le potentiel de conflit violent.

La responsabilité de coordination globale de ce projet, qui est une initiative conjointe du SNU, reposera principalement sur les structures de supervision que sont le Comité de pilotage conjoint du Plan Prioritaire pour la Consolidation de la Paix en Côte d'Ivoire, qui sera appuyée par son Secrétariat Technique, le Comité de Coordination du Projet (CCP), et l'Equipe Projet (EP) qui sera mise en place par le partenaire d'exécution. Ces structures s'appuieront, autant que possible et nécessaire, sur le partenaire d'exécution, le système des Nations-Unies (PNUD, ONUCI-AC, etc.) et plusieurs partenaires nationaux (ministères, collectivités territoriales, société civile, et communautés locales). En outre, un groupe consultatif, constitué de représentants des agences, de bailleurs et des ONG, sera créé afin d'accompagner et d'enrichir la mise en œuvre du projet.

Le Comité de Pilotage Conjoint du Plan Prioritaire pour la Consolidation de la Paix en Côte d'Ivoire (CPCPP) : Le CPCPP est coprésidé par le Représentant Spécial Adjoint du Secrétaire Général et le Ministre d'Etat, Ministre du Plan et du Développement. Son rôle sera de définir les

⁹ Voir budget détaillé en pièce séparée



orientations stratégiques et d'arrêter les principes et procédures de mise en œuvre des différentes composantes du projet. Il veillera notamment à ce que les activités du projet soient conformes aux orientations définies dans le plan prioritaire et en cohérence avec les autres interventions financées par le FCP et/ou par d'autres partenaires. Le CPCPP, est appuyé par un secrétariat technique, composé par le Bureau du Coordonnateur Résident et du Point Focal, Chef de la Cellule de Coordination Stratégique du Ministère d'Etat, Ministère du Plan et du Développement.

Les agences du SNU : Les agences du SNU engagées dans le projet agiront conformément à leur mandat. Celles qui sont représentées localement seront particulièrement impliquées dans la coordination ou facilitation des rencontres avec les différentes parties prenantes à la base.

Chaque structure du SNU assurera la liaison avec les structures nationales compétentes (ministères, collectivités territoriales, société civile, communautés locales, etc.) en vue de mobiliser toutes les ressources techniques, humaines et logistiques indispensables au succès de ce projet.

Les collectivités locales : Les autorités et les services publics des collectivités locales seront sollicités pour apporter leur expérience dans le cadre des séances d'échanges (inter)communautaires et de dialogue en vue de l'établissement de partenariats au niveau local, ainsi que pour la consolidation des relations de confiance entre les autorités municipales, les OSC et les populations.

Les communautés locales et les organisations membres de la société civile participeront dans les activités du projet dans toutes ses composantes à travers les autorités coutumières et religieuses, les associations professionnelles et syndicales, les associations de femmes et de jeunes, les mécanismes de prévention et de gestion de conflit existants, différents leaders d'opinion, et tous citoyens intéressés par l'exercice d'analyse sur le terrain. Cette participation se fera aussi dans la mesure où les experts recrutés pour les entretiens et la conduite des focus groups feront appel aux leaders et animateurs locaux pour mobiliser les participants et faciliter le travail sur terrain.

L'Equipe de Projet (EP)

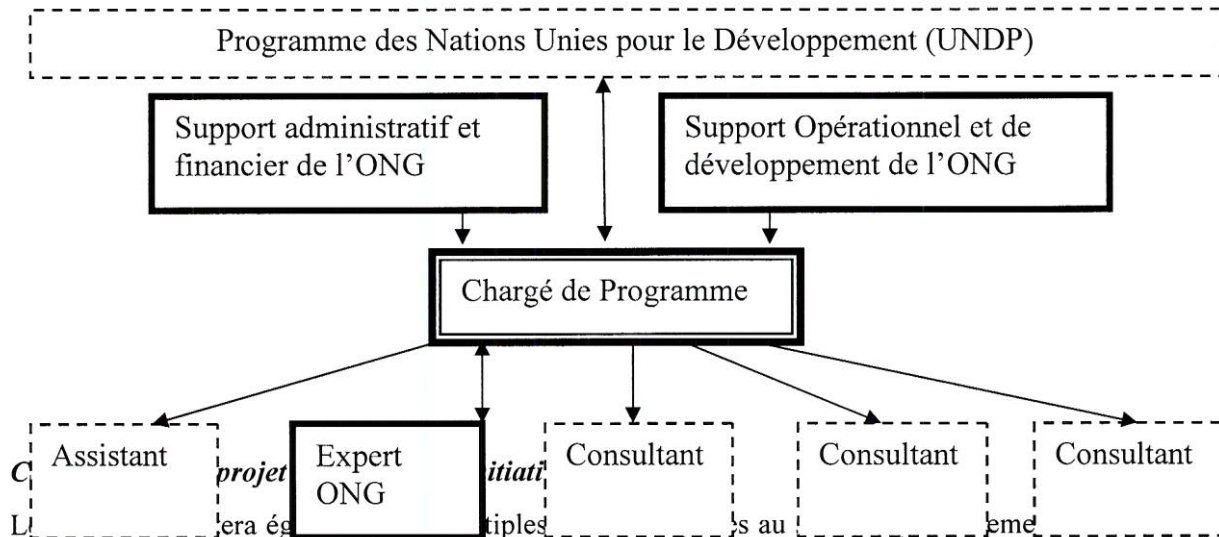
Sous la supervision globale du Conseiller au programme du PNUD, le projet dans son ensemble sera coordonné quotidiennement par un chargé de projet du partenaire d'exécution. Ce dernier sera soutenu par un(e) assistant(e) qui travaillera à 100% pour assurer la mise en œuvre efficace du projet. Du point de vue de la recherche, le projet sera conduit sur le terrain par une équipe de trois chercheurs locaux expérimentés soutenus par un expert dans la recherche participative avec une expérience de plus de 10 ans au niveau international.

Le partenaire d'exécution sera responsable des résultats escomptés à la fin du projet envers le PNUD. Il veillera aussi à ce que l'équipe de projet ainsi que toutes autres structures présentes dans des zones de mise en œuvre du projet soient sélectionnées sur la base de critères de capacité technique, opérationnelle et de transparence.



Ce montage institutionnel peut se visualiser à travers le schéma ci-après :

Figure 1 : Cadre institutionnel



l'ONUCI et des autres partenaires, notamment celle de la Commission de Dialogue, Vérité et Réconciliation. En matière de cartographie, une collaboration sera établie avec l'institut National de Statistique (INS) qui possède une expérience et expertise dans ce domaine. Dans le cadre de la préparation de la recherche sur terrain, l'équipe organisera des rencontres avec les différents acteurs pertinents dans l'objectif de coordination et pour assurer que le plan de recherche inclut des aspects utiles à ces acteurs de manière appropriée. Avec l'autorisation du Comité de Pilotage Conjoint du Plan Prioritaire du FCP, le projet d'étude sera mis à la disposition des agences de l'ONU et toute autre organisation ou initiative œuvrant dans le domaine de la réconciliation au niveau national.

Les résultats et conclusions du rapport contribueront aux efforts que déploient les agences du SNU pour développer et affiner la planification et la mise en œuvre des programmes et/ou projets dans l'Ouest du pays. Les résultats de la recherche sur l'analyse des conflits auront de ce fait un impact catalytique dans le cadre du processus de réconciliation et de consolidation de la paix au niveau national.

SECTION 6: Suivi et évaluation

Le PNUD et le partenaire d'exécution, à travers une lettre d'accord, veilleront à mettre en place des mécanismes de gestion et de suivi-évaluation fonctionnels à tous les niveaux, avec une attention toute particulière à : i) l'efficacité dans la gestion des ressources ; et ii) l'efficacité des actions menées et la qualité des résultats intermédiaires et finaux ; et (iii) la capacité de l'étude générer des effets et impacts durables, notamment par la mise en place de processus standardisés et reproductibles, la documentation des bonnes pratiques recueillies au cours de son exécution, et la recherche permanente d'effets de synergie entre les différents partenaires du projet.

Le projet accordera une attention particulière à l'utilisation efficace des ressources et à la bonne exécution des activités à travers un mécanisme de suivi-évaluation, souple et fonctionnel. L'équipe de projet produira et fournira les rapports narratifs et financiers selon le format en vigueur auprès du Fonds de Consolidation de la Paix pour approbation par l'Adjoint du Directeur Pays chargé des



Opérations du PNUD. Au terme de la phase de mise en œuvre du projet, l'équipe préparera le rapport final (financier et narratif) qui sera approuvé par le PNUD et transmis par ce dernier pour approbation et adoption par le Comité de Pilotage Conjoint du Plan Prioritaire.

Conformément à l'engagement du SNU envers les résultats, le système de suivi-évaluation sera cohérent avec celui du Partenaire d'exécution et comprendra une grille de lecture permettant de suivre et mesurer la performance du projet.

Conformément à l'engagement du Partenaire d'exécution envers les résultats, le système de suivi-évaluation présentera une analyse sur la performance du projet. Le Partenaire d'exécution s'engage à ce que des mécanismes de gestion et de suivi-évaluation efficaces soient mis en place et fonctionnels. Le Bureau pays du PNUD aidera l'équipe à évaluer l'exécution du projet à tous les niveaux tel que repris dans l'accord de coopération.

SECTION 7: Analyse des risques et hypothèses

La Côte d'Ivoire porte en elle les séquelles de la crise militaro-politique depuis 2002, que la récente crise post-électorale a contribué à aggraver. Dans ce climat d'insécurité, les clivages entre les partis politiques et entre les différentes communautés peuvent être exacerbés. Malgré la fin des affrontements, la sécurité reste mal établie sur le territoire. De ce point de vue, la sécurité reste un risque important pour le développement du projet. Il est aussi important de noter que les risques de politisation des thèmes examinés ainsi que la situation infrastructurelle sont des facteurs clef pour assurer le bon déroulement du projet. Le tableau 2 examine les risques identifiés ci-dessus.

Tableau 2 : Analyse des risques et hypothèses et traitements



Facteurs	Risques et hypothèses	Traitement des risques
Environnement Sécuritaire	Elargissement des conflits dans la région Ouest, affectant directement la mise en œuvre du projet (problème de sécurité) <u>Hypothèse</u> : La bonne situation sécuritaire permet le bon déroulement du projet	Evaluation et suivi en continu de la situation sécuritaire et politique.
Sécurité Politique	Les clivages politiques et communautaires sont exacerbés, ce qui rend le dialogue nécessaire pour la recherche tendu ou impossible. <u>Hypothèse</u> : La situation sécuritaire politique est stable. Les communautés ont envie de se rapprocher.	Evaluation et suivi en continu de la situation politique.
Sociaux	Les acteurs clefs sont hésitants à participer à des sessions de dialogue à cause de la sensibilité des sujets abordés ou de la manière de les aborder. <u>Hypothèse</u> : les participants sont prêts à s'engager dans un dialogue participatif et jouent le jeu défini de manière consensuel.	Les dialogues seront conduits par une méthode de communication effective et adaptée aux sujets abordés. Des règles de dialogue sont établies pendant le déroulement des activités.
Politiques	Les sujets examinés et discutés sont « politisés » par différents acteurs. <u>Hypothèse</u> : Les autorités sont motivées à renforcer un processus neutre de réconciliation au niveau national.	La communication entre l'équipe de projet, le gouvernement et toute autre unité administrative concernée sera établie et suivie pour instaurer et assurer une relation de confiance entre le projet, les autorités Ivoiriennes et les acteurs clef.
Environnementaux	Mauvaises conditions infrastructurelles qui empêchent sur l'accès aux régions. <u>Hypothèse</u> : Les infrastructures permettent le bon déroulement du projet.	Développement d'un plan qui prend en compte des alternatives dans le cas où la situation infrastructurelle ne permettrait pas l'accès à certaines régions.



Annexe I: Résumé du projet

N° et titre du Projet	Etude sur les dynamiques et les capacités de gestion de conflit à l'Ouest de la Côte d'Ivoire		
Organisation Récipiendaire:	UNDP		
Partenaire de mise en œuvre:	ONG Partenaire d'exécution		
Localisation:	Côte d'Ivoire		
Budget approuvé:	USD 100,000		
Durée:	Date de démarrage: 1^{er} avril 2012		Durée : 10 semaines
Date d'approbation du Comité de pilotage :	Fund Transfer Date		Project Start Date
Description du Projet:	<p>Le processus de transition en cours en Côte d'Ivoire, nécessite la mise en place d'un cadre stratégique de prévention et de résolution des conflits basé sur une compréhension commune des facteurs immédiats et des causes structurelles des conflits. S'inscrivant dans cette perspective, le présent projet a pour objectif général de produire un document de référence pour le système des Nations Unies et les partenaires au développement dans le but d'informer les politiques et les stratégies de consolidation de la paix, en aidant à comprendre les risques, les facteurs et mécanismes qui perpétuent la crise, et à les surmonter à travers la mise en œuvre d'une série de réponses cohérentes et intégrées en matière de prévention et de gestion des conflits à différents niveaux.</p>		
Domaine Prioritaire FCP:	Faciliter de la réconciliation et de la cohésion sociale et la réduction de nombre de conflits liés à l'accès à la terre		
Effet FCP:	Les capacités de réconciliation nationale et de cohésion sociale incluant les mécanismes locaux de résolution des conflits sont renforcées et efficaces		
Activités clé du projet	Formation des consultants, 20 interviews préparatoires ; 2 séries de 10 focus groups d'identification et de restitution sur les acteurs, facteurs de division/cohésion, sujets de conflits, capacités existantes de résolution de conflit ; analyse des données ; rédaction d'un rapport		
Procurement:	Location véhicules et carburant à travers le partenariat UNDP/Partenaire d'exécution		

